

29. FRÉDÉRIC-JOSEPH THIRY(1843-1923) DIT THIRYBÛSE (1995)

*J'ai contribué une seule fois hélas aux **Annales** de la Fondation Adolphe Hardy, en fournissant cette biographie d'un militant socialiste disonais dans le n° 5 de 1995 (p. 65-92). Ce texte fit l'objet d'un tiré à part, dans lequel suivaient des souvenirs de Maria Roggeman sur son père le syndicaliste Jean Roggeman.*

Lorsqu'à la fin des années '60 je terminais mes primaires à l'école Fonds-de-Loup à Andrimont, dans la classe de Monsieur Camille Remy, il m'arrivait fréquemment durant la belle saison de me rendre à bicyclette chez mon grand-oncle Charles Krauthausen¹, à Houlteau- Thimister, pour y passer le mercredi après-midi ou une partie du week-end au milieu des machines, des outils, des planches, des copeaux et de l'inoubliable odeur de sciure et de bois qui imprégnait son atelier. Charles Krauthausen, dont certains lecteurs doivent peut-être encore se souvenir, était alors le dernier charron en activité sinon dans la Province en tout cas dans notre région, poursuivant ainsi une activité professionnelle que son père Frédéric² avait lui-même inaugurée à Houlteau en 1879, dix ans avant d'épouser devant le Bourgmestre de Thimister une jeune Disonaise de 28 ans, Lambertine Lecloux³.

Ayant perdu sa mère à l'âge de 5 ans, Charles Krauthausen demeura jusqu'à la fin de ses jours célibataire, végétarien, artisan, érudit et autodidacte. Personnage apprécié dans sa localité, il fut surtout un grand-oncle attachant, ainsi que sa maison sans commodité ni même l'eau courante mais au grenier riche de tant de trésors. C'est certainement à «l'oncle Charles» que je dois sinon l'éveil en tout cas la confirmation précoce de ma passion pour l'Histoire, et on ne m'en voudra pas j'espère de lui avoir rendu hommage au début de cet article en rappelant à certains son souvenir : sans le savoir, il m'a fait connaître le nom du militant socialiste disonais Frédéric-Joseph Thiry, qui fut son contemporain au début de ce siècle, et il est donc indirectement à l'origine de cette modeste contribution à l'histoire politique et sociale disonaise.

Mon grand-oncle avait coutume en effet d'apostropher le gamin de douze ans que j'étais en l'affublant d'un sobriquet à la signification bien mystérieuse : Thirybûse. Je ne me souviens pas qu'il ait jamais pris la peine de nous en donner l'origine et je n'ai pour ma part jamais entendu personne d'autre user autour de moi de cette expression manifestement tombée tout à fait en désuétude. Elle ne figure pas en effet dans le *Dictionnaire populaire wallon-français en dialecte verviétois* que publia Jean Wisimus en 1947.

En ce qui me concerne, c'est en 1981, à la fin de mon mandat de recherche sur la presse verviétoise⁴, que j'ai redécouvert cette expression dix années après la disparition de celui qui l'avait si souvent utilisée à mon endroit lorsqu'il voulait se moquer gentiment de son petit-neveu: les numéros du printemps 1914 du célèbre journal satirique verviétois *Le Pont de Polleur*, qui parut en période électorale durant toute la prétendue «belle époque», consacraient en effet leurs articles les plus piquants au «péril Thirybûse», c'est-à-dire la liste dissidente que Frédéric-Joseph Thiry, alors âgé de 71 ans, conduisait pour les élections législatives contre ses amis socialistes.

Le journal satirique ne s'était pas trompé en prédisant à Thiry une « buse » électorale : sa tentative se solda par un retentissant échec, et l'introduction au moins pour quelque temps dans le vocabulaire local d'un sobriquet créé pour la circonstance. Mais l'apport de Thiry à l'histoire régionale serait bien mince s'il ne s'agissait que de cela : rappeler les principales étapes que nous connaissons de la vie de cet original, c'est rappeler aussi que ce Disonais fut à l'origine de la création du premier mouvement d'émancipation ouvrière dans la région verviétoise, en 1867.

THIRY, FONDATEUR DE LA PREMIERE INTERNATIONALE

Dans une lettre qu'il adressait le 3 mai 1869 au Procureur général de Liège⁵, le Commandant de la Gendarmerie de Verviers attribuait sans hésitation à Frédéric-Joseph Thiry, alors ouvrier de fabrique à Dison, sinon la paternité en tout cas la responsabilité du déclenchement du mouvement ouvrier dans la région verviétoise. Thiry avait en effet publié en octobre 1867 une brochure d'une trentaine de pages intitulée *L'avenir des travailleurs*. La brochure portait en exergue une phrase présentée comme étant les paroles favorites d'un ancien fabricant de Dison : « il faut que les ouvriers mangent de l'herbe ». Dans un style direct et percutant, le pamphlet dénonçait les excès de la vie luxueuse des riches patrons du textile verviétois, il s'en prenait aux domestiques et autres valets au service de ces mêmes patrons, il soulignait les conditions inacceptables imposées aux ouvriers: « on nous recommande de peu manger, de beaucoup travailler, de ne pas nous révolter, de ne pas envier le sort de ces messieurs qui affichent un luxe effréné tandis que nous crevons de faim ». Critiquant vigoureusement l'intérêt sur les prêts et développant des idées que l'on qualifierait aujourd'hui d'autogestionnaires, il appelait enfin à la création d'une organisation internationale de tous les ouvriers⁶.

Publiée sous le couvert prudent de l'anonymat, la brochure de Thiry eut un succès certain non seulement dans

l'agglomération verviétoise mais bien au-delà. Vendue 25 centimes, elle était donc accessible à ceux auxquels elle s'adressait pour leur faire prendre conscience si besoin de leur sort et surtout de la nécessité de s'organiser pour modifier celui-ci. Lorsque quelques mois plus tard la section belge de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) fut mise en place, le pamphlet du Disonais figura parmi les diverses brochures socialistes que la section belge se faisait un devoir d'envoyer à titre d'échange aux autres sections européennes⁷.

Très peu de temps après la parution de *L'avenir des travailleurs*, Thiry et d'autres ouvriers de l'agglomération verviétoise fondaient la Société des Francs-Ouvriers, qui prépara dès début novembre la création d'un journal⁸. Ce fut chose faite en décembre suivant, lorsque parut le premier numéro d'un mensuel, *Le Mirabeau*, porteur de cette devise significative : « nous voulons exercer nos droits ». Thiry eut une très grande part dans la rédaction de ce premier numéro du *Mirabeau*, qu'il prétendit même plus tard avoir écrit quasiment seul⁹ et qu'en tout cas il signa comme éditeur responsable - titre repris par un autre militant, André Larondelle, dès le numéro deux qui parut en janvier 1868.

La section bruxelloise de l'Association Internationale des Travailleurs prit contact avec les Francs-Ouvriers verviétois dès décembre 1867; le 5 janvier 1868, Larondelle représenta ces derniers à une réunion antimilitariste organisée à Bruxelles par l'A.I.T. En avril suivant, les Francs-Ouvriers adhéraient à l'Internationale. Particulièrement énergique, leur groupe suscita en quelques mois la création d'un grand nombre d'autres sections de l'Internationale dans la région verviétoise, qui constituèrent en juillet 1869 la Fédération de la Vallée de la Vesdre. *Le Mirabeau* devint à partir de ce moment l'organe de cette Fédération et non plus de la seule section verviétoise. A cette époque toutefois, Frédéric-Joseph Thiry était déjà devenu un dissident!

LA FORMATION D'UN FUTUR REVOLUTIONNAIRE.

Lorsqu'il écrit *L'avenir des travailleurs*, Thiry est âgé de 24 ans. Né en 1843, il est le fils d'un marchand de flocons et déchets de laine. Celui-ci achetait des déchets de tissage (les « ploumions » tombant des métiers à tisser) chez Sirtaine, industriel de la place bien connu, et transformait ces résidus en flocons pour literie. Parmi les déchets ainsi achetés et traités se trouvaient les détritres de tout genre jetés par les ouvriers en dessous ou à proximité de leurs métiers à tisser. C'est ainsi, à en croire son récit plus d'un demi-siècle plus tard¹⁰, que le jeune Thiry trouvait en assez fortes quantités des morceaux d'un journal régional socialisant qui s'appelait *L'Ouvrier*. Ce journal, auquel fut lié André Larondelle, parut effectivement en 1857 à Verviers et il est tout à fait plausible que Thiry, alors âgé de treize ans et ayant pour tâche dans la fabrique paternelle de sortir des déchets de laine tout ce qui ne convenait pas, pouvait mettre de côté des morceaux de cette publication pour les lire ensuite quand il en trouvait l'occasion.

Ce fut-là en tout cas, selon lui, ses premières lectures et son premier apprentissage de la réflexion sur la condition ouvrière, en complément de l'éducation probablement beaucoup plus traditionnelle qu'il recevait à l'Ecole des Frères qu'il fréquenta durant plusieurs années. Thiry compléta son maigre apprentissage doctrinal par la lecture d'ouvrages de Proudhon et de Thonissen, ce second auteur semblant lui avoir fait beaucoup plus forte impression que le premier.

Lorsque Thiry se mit en tête de dénoncer publiquement au travers de son pamphlet les injustices sociales dans l'industrie verviétoise, et qu'il entreprit avec d'autres d'organiser et de conscientiser les ouvriers de la région, la répression ne se fit pas attendre. Bien sûr, la liberté d'expression était garantie à tous mais en l'absence de toute organisation syndicale, la liberté de licencier du jour au lendemain était également garantie aux patrons. Ouvrier tisserand chez Snoeck à Ensival, Thiry perdit bientôt son emploi et se retrouva boycotté par les autres patrons de la localité. Pire, son père ne trouva plus amateurs pour sa production, ses acheteurs habituels lui faisant payer en quelque sorte l'engagement militant de son fils : « *allésses les vintes aux Francs Ovrirs, Thiry* »¹¹. Ainsi privé de ressources, Thiry conçut alors le projet de vivre du *Mirabeau* - idée qui lui était peut-être venue du fait que dans le courant de l'année 1867, on lui avait déjà proposé la rédaction de l'hebdomadaire progressiste *L'Ami du Foyer*, pour 25 francs par semaine, ce qu'il avait refusé compte tenu des orientations paternalistes du journal en question¹².

Thiry exposa donc sa situation financière délicate aux membres du Comité des Francs-Ouvriers en leur demandant de bien vouloir lui rendre «son» *Mirabeau*, en proposant de se charger désormais intégralement de la rédaction et de la correction du journal pour autant qu'on lui laisse comme salaire la moitié des bénéfices éventuels en plus d'un fixe. La question fut débattue lors d'une assemblée générale qui eut lieu, semble-t-il, en octobre 1868. Mise aux voix, la proposition de Thiry fit l'unanimité contre elle. Il est impossible de préciser qui prit l'initiative de la rupture, mais toujours est-il que peu de temps après, Thiry était exclu des Francs-Ouvriers¹³.

UN FRANC-TIREUR DE LA DEMOCRATIE OUVRIERE.

Il est difficile de dire si l'expulsion de Thiry était basée uniquement sur le problème du *Mirabeau*, ou si une différence de conception doctrinale n'a pas été également à la base de cette éviction¹⁴. Il est un fait en effet que le mouvement ouvrier verviétois était loin d'être monolithique et qu'au contraire, dès ces débuts comme tout au

long de son histoire, il fut traversé de courants différents ainsi que d'inévitables conflits de personnes. L'expulsion de Thiry fut notamment suivie au début de 1869 par le départ d'André Larondelle, un autre fondateur des Francs-Ouvriers, qui quitta l'Association à son tour, pour des motifs purement idéologiques semble-t-il dans ce cas. Ce n'est pas le lieu de retracer ici toutes les scissions (et réconciliations) qui émaillèrent chacune des étapes du mouvement ouvrier verviétois depuis plus d'un siècle, mais les débuts de la vie militante de Frédéric-Joseph Thiry doivent en tout cas persuader celles et ceux qui en douteraient que les tensions au sein du mouvement socialiste verviétois ont existé de tous temps et dès l'époque des tout premiers combats. Au printemps de 1869, Thiry trouve asile dans les colonnes de *L'Ami du Foyer* pour polémiquer durant deux mois avec son ancien journal *Le Mirabeau* sur la question de l'intérêt du crédit. Il se présente dans ses articles comme « ex-Membre de l'Internationale, exclu pour avoir exprimé franchement son opinion » ou encore comme ayant été « exclu par haine personnelle »¹⁵.

Selon Thiry lui-même, les articles qu'il publia alors dans *L'Ami du Foyer* furent discutés au sein de la section bruxelloise de l'Internationale et César de Paepe aurait approuvé en grande partie leur contenu, ce qui ne serait pas étonnant compte tenu du fait que de Paepe était un théoricien modéré alors que très rapidement la section verviétoise de l'Internationale avait été sinon dominée en tout cas très fortement marquée par les tenants des thèses les plus révolutionnaires¹⁶.

Fin mai 1869, Thiry se lance dans la publication d'un nouveau journal qu'il intitule *Le Martinet* et auquel il donne un sous-titre qui en dit long sur l'état d'esprit de son auteur : « feuille démocratique, charivarique, comique, économique, dramatique, drolatique, gastronomique et littéraire, paraissent quelques fois ». Bien sûr *Le Martinet* n'était rien de tout cela puisque ses huit colonnes étaient consacrées à dénigrer les Francs-Ouvriers, à polémiquer avec eux sur des questions de fond ou sur des querelles de personnes, mais aussi et heureusement, à préciser la pensée sociale et politique du principal rédacteur de la feuille.

LE MARTINET

Thiry n'était pas seul pour rédiger *Le Martinet*. Ainsi qu'il l'a exposé dans ses mémoires¹⁷ Thiry était aidé par Albert Baruh, un certain Boyens et surtout Roch Germay, ouvrier fondeur mais aussi artiste peintre¹⁸, ancien zouave pontifical et futur élu socialiste puisqu'il sera vice-président du Conseil provincial de Liège et conseiller communal à Verviers au début des années 1900.

Les quatre hommes se réunissaient chez Pétronille Wynant, qui deviendrait la femme de Thiry et lui donnerait un fils. Elle habitait avec ses soeurs au 3ème étage de la maison qui appartiendrait des décennies plus tard au bouquiniste Davister, rue du Marteau¹⁹. Chacun des quatre « valets du Martinet » (selon l'expression du *Mirabeau*) apportait son article et en buvant force chopines, le quatuor perfectionnait les divers écrits en y ajoutant un maximum de bons mots et de railleries souvent bien hermétiques pour le lecteur d'aujourd'hui.

Malheureusement, autant *Le Mirabeau* subsistait par le seul produit de ses ventes, autant par contre *Le Martinet* bénéficiait à l'insu de ses rédacteurs du soutien de la bourgeoisie locale, trop heureuse de trouver une aussi féroce critique du *Mirabeau* au sein même de la classe ouvrière: c'est ainsi que chaque semaine la Société d'Harmonie achetait une centaine d'exemplaires du pamphlet, et de même le Commissaire de Police de Verviers donnait vingt francs à l'imprimeur Xhardez pour subvenir aux frais de la publication.

Celle-ci parut de mai à septembre 1869 et eut six à sept numéros au total, jusqu'à ce qu'une « roserie » excessive de la part de Thiry (qui signait alors ses articles les plus impertinents du pseudonyme PAF) à l'encontre d'un notable local mette un terme au soutien discret que la bourgeoisie verviétoise apportait au journal, ce qui précipita sa fin.

On soulignera au passage que l'existence fort brève du *Martinet* n'est pas un phénomène isolé. Au contraire, tout au long de la seconde moitié du 19ème siècle et jusqu'en 1914, rares sont les périodiques d'inspiration socialiste et a fortiori anarchiste qui parviennent à se maintenir longtemps, à l'exception notable du *Mirabeau*, qui parut de décembre 1867 jusqu'en 1880. En revanche, un autre exemple de la précarité des petits journaux socialistes (qui furent nombreux dans l'agglomération verviétoise à cette époque) nous est donné par *Le Prolétaire*, qu'André Larondelle, autre ancien du *Mirabeau*, commença à publier à partir d'août 1869 : cet hebdomadaire disparut dès mai 1870 suite à la condamnation à un mois de prison ferme infligée à son éditeur pour un article diffamatoire, condamnation qui avait également frappé le fils de Larondelle (futur conseiller communal socialiste verviétois) pour le seul fait d'avoir vendu des exemplaires du journal contenant l'article incriminé²⁰.

LA COLLECTIVISATION DU SOL

Nous en terminerons avec *Le Martinet* en signalant que c'est dans ses colonnes que Frédéric-Joseph Thiry développa de manière approfondie sa théorie sur la collectivisation du sol, théorie qu'il avait déjà esquissée auparavant, notamment dans les lettres qu'il avait adressées au printemps 1869 à *L'Ami du Foyer*. Dans le sixième numéro du *Martinet*, le 11 juillet 1869, Thiry explique ce qu'il entend par la collectivisation du sol

(il parle de « collectivité du sol »), complément indispensable selon lui à la gratuité du crédit et à l'association des travailleurs pour permettre l'émancipation ouvrière.

« L'État, grand ou petit, peu importe, ne peut-il louer la terre tout comme le font les propriétaires grands ou petits, quelle différence y a-t-il? Aucune, sinon que la rente consommée sans profit par les propriétaires actuels pourrait être employée aux besoins de la collectivité, de tous. »

« Selon moi, cette rente de la terre devrait être employée uniquement, exclusivement au défrichement et à l'amélioration de la terre, à des institutions, des fermes-écoles par exemple destinées à *former* des agriculteurs émérites ».

« Mais, me direz-vous, il y a les maisons, les outils, le bétail ?

Oui, mais nous avons l'association, le crédit mutuel et le bétail existe. Du reste, les cultivateurs actuels existent aussi, et eux ne feraient que changer de propriétaires »,

« J'ai dit plus haut que ni l'association, ni le crédit ne pouvaient améliorer définitivement l'organisation actuelle de la société, parce qu'en y regardant de près, on voit que nous tous tant que nous sommes, prolétaires, bourgeois, commerçants, capitalistes, industriels, etc., nous travaillons tous, plus ou moins, pour le propriétaire du sol, le seigneur de la terre »,

« Nous manipulons les produits du sol pour en avoir une partie, le propriétaire du sol consomme l'autre sans rien faire. Qu'est-ce que le crédit gratuit? Qu'est-ce que l'association? Deux manières de travailler avec moins de frais: nous éliminons le patron et le capitaliste, au profit de qui? De nous? Non, au profit du propriétaire du sol, car les travailleurs toujours en trop grand nombre soit à cause du trop de bras, soit à cause des machines, se feront la concurrence l'un à l'autre ou d'association à association, ne toucheront jamais que la part que leur fera le propriétaire du sol et cette part sera toujours la plus petite possible ».

« Voilà sommairement, selon moi, comment se résume la question sociale. Aussi ma devise est-elle : tout par la collectivité du sol, rien sans elle. Par la collectivité du sol *seulement* nous pouvons tout, sans elle, rien ».

LES MILITANTS OUVRIERS A DISON ET ANDRIMONT EN 1873

Après la disparition du *Martinet*, à l'automne 1869, nous ne trouvons plus trace de Frédéric-Joseph Thiry dans le mouvement démocratique verviétois pendant plus d'une vingtaine d'années. Ce qui ne signifie pas qu'il y ait eu rupture durant toute cette période, puisque Thiry figure encore le 1er juin 1873 sur une « Liste des principaux affiliés à l'Internationale, dits les meneurs, à Verviers et communes voisines », parmi les quatre cents militants ouvriers recensés à l'époque par la police verviétoise²¹.

La liste établie par la police de Verviers cite pas moins de soixante-quatre militants domiciliés sur la commune d'Andrimont, et principalement dans le quartier de Fond-de-Loup, rue des Six cents Franchimontois, rue des Fabriques, rue Haute, rue Clément XIV, rue du Châtelet. Ce quartier de création récente (aux alentours de 1850) abritait une forte concentration de fabriques et de population ouvrière. Au carrefour des rues des Six cents Franchimontois, Clément XIV et du Châtelet, au pied de cette dernière, se trouvait la salle aujourd'hui disparue du Colisée, qui servait fréquemment de lieu de réunions pour les militants de l'Internationale. Après avoir été salle de danses, ensuite café chantant transformé plus tard en « cabaret pour Messieurs » puis en salle de conférence utilisée notamment par les Francs-Ouvriers, cette salle devint la première église Saint-Roch dans le nouveau quartier, avant d'être transformée en magasin lors de l'inauguration en 1894 de l'actuelle église du même nom²².

La liste de 1873 cite également septante-deux militants alors domiciliés sur la commune de Dison, la plupart rue de Rechain et rue Neufmoulin. A ces septante-deux hommes et femmes, il convient d'ajouter seize autres Disonais résidant alors dans d'autres communes de l'agglomération verviétoise pour obtenir un total de cent cinquante deux Disonais et Andrimontois parmi les quatre cents meneurs du mouvement ouvrier dans la région verviétoise il y a cent vingt années - une proportion dont l'importance n'étonne guère bien entendu.

DISON, L'AMERIQUE ET RETOUR

Si Frédéric-Joseph Thiry se trouve encore dans la région en 1873, il a toutefois quitté Dison pour Verviers (il est alors domicilié au 120 de la rue des Fabriques) et il ne tardera pas à émigrer en Amérique pour tenter d'y faire fortune. Ainsi qu'il l'explique longuement en effet dans sa brochure *La Terre* en 1914, Thiry n'a eu de cesse après l'échec du *Martinet* d'assurer son indépendance financière en abandonnant la condition ouvrière pour celle de petit industriel. C'est ainsi qu'il entreprit d'abord la teinture, le dégraissage et l'impression des chiffons et s'essaya ensuite à la fabrication de fils en laine « chinée », un article que les fabricants verviétois se procuraient jusque-là en Allemagne. Thiry eut rapidement jusqu'à dix ouvriers sous sa direction pour la fabrication de cet article, mais il l'abandonna pour se lancer dans le carbonisage en louant dans cette optique une fabrique à Dison.

En butte à des vexations de la part des autorités communales notamment pour les autorisations administratives nécessaires, Thiry conçut ensuite le projet de louer la fabrique Bika (du nom de son propriétaire domicilié à Schaerbeek) à Houlteau. Il remit en activité cette fabrique alors inoccupée depuis une dizaine d'années en y installant tout le matériel nécessaire pour ses teintures mais à peine à pied d'oeuvre, la commune lui reprochait

de polluer le cours d'eau avec ses produits (l'usine était mue par la force hydraulique).

C'est finalement l'incendie de sa fabrique, une nuit d'hiver, qui décida Frédéric-Joseph Thiry à tenter sa chance en Amérique. Ruiné par l'incendie de son usine (qu'il attribuait à la malveillance criminelle), ayant plusieurs milliers de francs de dettes et ne pouvant plus trouver des commanditaires ou un associé pour repartir dans un nouveau projet, Thiry exporta aux Etats-Unis sa personne et son savoir-faire en matière de teinture et de carbonisage des laines. Parti avec l'intention d'y faire un séjour de douze mois seulement, il y resta semble-t-il plusieurs années et ne revint à Verviers que dans le courant des années 1880, enrichi, pour se réinstaller alors comme fabricant de soieries.

Le mouvement ouvrier verviétois avait nettement évolué durant les années 1870 et 1880. 1872 avait été l'année de la scission de l'Association Internationale des Travailleurs entre d'une part les marxistes, partisans d'un mouvement centralisé et de la conquête de l'Etat par l'action politique, et d'autre part les anarchistes réunis autour de Bakounine, tenants d'un mouvement très décentralisé et adversaires de la tactique politique. Les militants verviétois avaient joué un rôle au moment de cette scission : leur leader Pierre Fluche était présent au congrès de La Haye aux côtés de la minorité bakouniniste lorsque l'exclusion de celle-ci fut décidée.

L'orientation prise par les socialistes verviétois les conduisit ensuite à refuser leur appui aux socialistes gantois et bruxellois qui tentèrent à partir de 1875 de reconstituer un mouvement ouvrier uni autour d'un programme plus pragmatique comprenant la création de coopératives, de mutuelles, de syndicats mais aussi la lutte pour le droit de vote et la participation aux élections. Il fallut attendre la fin des années 1870 pour que les anarchistes perdent leur mainmise sur *Le Mirabeau* et sur les organisations verviétoises ou ce qu'il en restait - car les travailleurs les avaient peu à peu désertées, lassés des divisions et fatigués d'attendre en vain « le grand soir ». La relance fut principalement l'oeuvre de deux hommes au début des années 1880, Pierre Fluche et Jean Defraiteur, qui fondèrent en 1882 le cercle « En avant », remplacèrent *Le Mirabeau* par un nouveau journal *La Sentinelle*, recréèrent des syndicats de tisserands et de métallurgistes, enfin fondèrent une boulangerie coopérative. En avril 1885, le cercle « En avant » ainsi que divers autres groupes verviétois participèrent à la fondation du Parti Ouvrier Belge à Bruxelles.

AUX COTES DE PIERRE FLUCHE, DANS LA BATAILLE POUR LES DROITS POLITIQUES

Les premières années de la Fédération socialiste verviétoise furent particulièrement pénibles. La faiblesse du Parti ouvrier dans la région était en partie due à la persistance des idées anarchistes : inévitablement, la longue tradition qui donnait la priorité à la propagande révolutionnaire avait laissé des traces, et le cercle anarchiste « l'Étincelle » se chargeait de la maintenir en vie. Mais la faiblesse du POB résultait aussi des divisions internes qui minèrent véritablement le mouvement socialiste verviétois de la fin des années 1880 jusqu'à la fin du siècle. Ces divisions prirent parfois et même souvent l'allure d'une querelle personnelle entre les deux principaux protagonistes du conflit, Fluche et Defraiteur; à certains moments elles aboutirent à des luttes électorales ouvertes entre les deux tendances, chacune disposant de son organe de presse. Au total elles rendent complexe l'évolution du mouvement socialiste verviétois de la dernière décennie du 19^{ème} siècle.

C'est à ce moment que nous voyons réapparaître Frédéric-Joseph Thiry, qui sera désormais toujours aux côtés de Pierre Fluche. C'était d'autant plus naturel que les deux hommes s'étaient connus plusieurs années auparavant à l'époque des débuts du *Mirabeau*, et que la tendance dominée par Fluche préconisait, à la fin des années '80, l'union des travailleurs et des petits commerçants contre la grande bourgeoisie. C'est dans cet esprit que Fluche devait créer en 1889 le Cercle des Capacitaires et des Censitaires réunis, qui comptait parmi ses principaux membres, outre Fluche, deux anciens du *Marlinet* (Roch Germay et Thiry) et le futur député Adolphe Gierkens.

Gierkens avait déjà figuré en octobre 1884 sur une liste de candidats aux élections communales comprenant deux candidats patronnés par un Cercle progressiste et deux candidats ouvriers. En avril 1890, l'assemblée générale du Cercle des Capacitaires et des Censitaires, lors de la confection de sa liste de deux candidats pour les élections provinciales du 25 mai suivant, proposa à Frédéric-Joseph Thiry de figurer sur celle-ci comme candidat représentant le petit commerce, ce que Thiry refusa et Gierkens fut finalement retenu²³.

En octobre suivant, Adolphe Gierkens est à nouveau un des quatre candidats du Cercle, pour les élections communales à Verviers cette fois. Celles-ci sont l'occasion d'une lutte ouverte entre les deux tendances socialistes, puisque la liste du Cercle s'oppose non seulement à une liste libérale et à une liste catholique, mais aussi à une liste patronnée par la Fédération des Travailleurs de la Vallée de la Vesdre qui présente le fileur Alphonse Collard et l'imprimeur Grégoire Plumans, encore un ancien du *Mirabeau*.

Thiry prendra la parole lors du meeting électoral organisé par le Cercle des Capacitaires et des Censitaires le 15 octobre 1890 dans la salle de l'Emulation à Verviers. Il s'exprime alors au nom d'un « Groupe verviétois du suffrage universel », qui l'a délégué ainsi que le Disonais Léopold Lekeu (futur conseiller provincial et correspondant du journal *Le Peuple*) pour prendre la parole dans les diverses assemblées électorales; Pierre Fluche fait également un discours au nom, lui, de la Chambre syndicale de l'industrie lainière. Tous les orateurs

s'expriment en faveur du suffrage universel, de la représentation des ouvriers et des petits commerçants dans toutes les assemblées représentatives, et notamment dans tous les centres de décision au niveau communal²⁴. Comme il fallait s'y attendre, la division des forces socialistes, alors même que très peu d'ouvriers disposaient déjà du droit de vote, eut des effets déplorables : aucun des candidats ouvriers des deux listes rivales ne fut élu. Les dissensions continuèrent pourtant de plus belle puisque l'année suivante, après avoir multiplié la création de groupes dans tout l'arrondissement au printemps de 1891 à la faveur de l'agitation générale en faveur du suffrage universel, la tendance conduite par Pierre Fluche créa une Fédération socialiste rivale, dite Fédération d'arrondissement, dont les délégués furent majoritaires au septième congrès annuel du POB qui se tint à Verviers en juin 1891.

Un an plus tard, en juillet 1892, Fluche, Germay et Thiry fondaient un nouveau journal hebdomadaire qu'ils baptisèrent *La Libre Tribune*. Celle-ci se présentait comme le bulletin officiel d'une Union démocratique présidée par Roch Germay, qui reprenait les thèses du Cercle des Capacitaires et des Censitaires. Thiry fut le principal rédacteur du journal, ainsi que le prouvent les nombreux éditoriaux prônant comme solution à la question sociale la collectivisation du sol. C'est à cette époque que Thiry lança un slogan qu'il n'allait plus abandonner par la suite : « mettre les bras inoccupés sur les terres incultes pour faire disparaître la misère »²⁵.

La Libre Tribune développa longuement la théorie chère à Thiry, mais elle critiqua aussi le programme du Parti Ouvrier Belge, attaqua à l'occasion ses chefs nationaux et surtout combattit les coopératives ouvrières au nom des intérêts des petits commerçants sans l'appui desquels - selon le journal - les socialistes ne pouvaient rien espérer dans les luttes électorales. On redécouvre ici, dans un raisonnement qui peut paraître choquant et qui peut conduire à bien des débordements, les motifs qui auraient fait agir semble-t-il à l'époque les socialistes de la tendance Fluche, à savoir un mélange d'intérêts personnels lésés par les coopératives et de conviction dans la prédominance de l'action politique sur l'activité coopérative et syndicale²⁶.

PREMIERS SUCCES ELECTORAUX

La Libre Tribune n'eut que neuf ou treize numéros et elle cessa de paraître avant la fin de 1892. Sa disparition ne signifia nullement la fin du conflit entre Fluche et Defaiteur, les attaques du premier contre les coopératives ayant au contraire encore aggravé la situation. Il fallut attendre les élections législatives d'octobre 1894, les premières organisées au suffrage universel (mais masculin exclusivement et vicié par le vote plural), pour qu'une réconciliation et une réunification provisoires des forces socialistes verviétoises se produisent.

Ces premières élections législatives au suffrage universel aboutirent dans l'arrondissement de Verviers à l'élection de quatre députés socialistes dont Adolphe Gierkens. Pierre Fluche lui-même s'était vu proposer de figurer en tête de cette liste mais il n'avait pas accepté cet honneur. Ainsi qu'il l'explique dans une lettre du 9 août 1894 à son vieil ami le militant socialiste Victor Dave exilé à Paris²⁷, Fluche avait décliné cette offre car il ne souhaitait pas devoir discuter des conditions de sa candidature avec certains de ses « amis » politiques et encore moins contribuer à leur élection grâce à sa réelle popularité dans la classe ouvrière verviétoise. Par ailleurs, il n'était pas convaincu qu'une victoire socialiste était réellement souhaitable à ces élections compte tenu de la nature du système électoral.

Dans un passage qui témoigne de la vigueur révolutionnaire qui l'anime encore après un quart de siècle de militantisme, Fluche écrit en effet : « A tout prendre du reste, il serait bon que nous fussions battus à plate couture, les ouvriers pourraient alors savoir par expérience que le système plural n'est qu'une farce et toutes les forces démocratiques se trouveraient dans la nécessité de s'unir pour obtenir le pur et simple, en montrant les dents bien entendu ». Et Fluche d'ajouter avec une certaine clairvoyance mais un excès de sévérité : « s'il n'en est pas ainsi, nous en aurons pour une vingtaine d'années au moins avec le plural, et pour tout potage quelques députés socialistes qui malgré toute leur énergie et leur vaillance ne feront absolument rien ».

Les divisions et les querelles reprirent le dessus immédiatement après les élections législatives, au point que dès 1895 chaque Fédération (la Fédération d'arrondissement tendance Fluche et la Fédération verviétoise tendance Defaiteur) avait repris son autonomie et disposait de son propre hebdomadaire. C'est dans ce contexte à nouveau extrêmement tendu que Frédéric-Joseph Thiry réapparaît en septembre 1895 comme un des rédacteurs du périodique *La Défense*, qui eut seulement deux numéros presque exclusivement consacrés à combattre les leaders de la Fédération verviétoise et leurs institutions²⁸.

À l'approche des communales de novembre 1895, une nouvelle réunification eut lieu, grâce à quoi les socialistes purent se présenter unis aux élections dans le cadre d'une Concentration démocratique regroupant des candidats issus du Cercle progressiste, du Parti ouvrier et de divers autres groupes. A Verviers, la Concentration eut onze élus, dont Pierre Fluche qui fut promu échevin en décembre 1896, seul socialiste dans un collège composé de libéraux doctrinaires et progressistes.

Les dernières années du siècle furent celles de la réunification du POB verviétois. Elle se déroula en trois étapes. Au niveau des Fédérations d'abord (qui fusionnèrent en avril 1897), puis des organes de presse (les deux hebdomadaires rivaux cédèrent la place à un nouveau journal en août 1898), enfin au niveau des Cercles politiques verviétois concurrents qui furent fondus en avril 1899 dans un seul organisme dénommé l'Union

socialiste verviétoise. Ce dernier accord fut conclu, semble-t-il, au détriment de Defraiteur qui démissionna peu après de toutes les fonctions qu'il exerçait au sein du parti.

En revanche les hommes de la tendance de Pierre Fluche détenaient désormais à peu près tous les leviers de commandes. Frédéric-Joseph Thiry ne figurait plus parmi eux: depuis sa collaboration à *La Défense* en 1895, sa signature n'apparaît plus dans la presse socialiste locale et, s'il continue manifestement à fréquenter toujours les locaux et les réunions socialistes, il n'y joue plus un rôle de premier plan tout en maintenant par contre d'excellentes relations avec son ami Fluche²⁹.

JEAN ROGGEMAN, « LE TRAVAIL » ET L'EMERGENCE DU SYNDICALISME REGIONAL

Les dissensions qui minaient le socialisme verviétois depuis plus de 10 ans prirent fin à un moment où le mouvement ouvrier régional traversait une phase très difficile (et ceci explique sans doute en partie cela). Le POB avait perdu ses quatre députés en 1898. Ses difficultés financières étaient telles qu'il dut renoncer à remplacer son secrétaire permanent après le départ de Mathieu Rahier en juillet 1898. La boulangerie coopérative, florissante jusqu'en 1893, connaissait des déboires. Enfin et surtout, les organisations syndicales subirent entre 1896 et 1898 une série importante de revers qui devaient les réduire quasi à néant.

À la fin du siècle, comme l'écrit plus tard Jean Roggeman, « l'esprit de solidarité était mort dans les ateliers, c'était la lutte individuelle entre affamés pour la moins mauvaise place, pour le travail le plus avantageux ». C'est le tisserand disonais Jean Roggeman qui sera à l'origine de la renaissance syndicale dans la région verviétoise et d'un redressement spectaculaire du mouvement ouvrier régional. En janvier 1900 il fonde avec deux autres ouvriers un journal baptisé *Le Tisserand* qui appelle à une reconstitution des organisations syndicales. En mars 1901, *Le Tisserand* devenait *Le Travail* et de mensuel il devint hebdomadaire en janvier 1902. En juin, neuf syndicats totalisant près de 2.000 affiliés fondaient la Confédération syndicale verviétoise.

En 1906 les seuls syndicats textiles verviétois rassemblaient 14.000 membres sur un peu plus de 15.000 ouvriers dans cette industrie, et une Fédération ouvrière du textile était en voie de formation à l'exemple de la Fédération patronale créée trois mois plus tôt. En septembre, cette dernière déclenchait un lock-out général pour mettre fin aux grèves qui s'étaient multipliées dans le premier semestre de l'année. Le conflit dura six semaines, jusqu'à la conclusion d'un « traité de paix » qui consacra à Verviers l'avènement du mécanisme de la convention collective et créa un organisme permanent de conciliation³⁰.

Le Travail était devenu quotidien à partir de janvier 1906, et il allait paraître (comme édition locale du *Monde du Travail* de Liège à partir de 1950) jusqu'au 31 décembre 1979. Il bénéficia de la collaboration de Frédéric-Joseph Thiry à partir de février 1911 et jusqu'à la fin de cette année environ. Durant des mois, le journal syndical va alors accueillir la prose de Thiry, à savoir de longs et souvent indigestes articles consacrés tantôt au pacifisme, tantôt aux colonies, tantôt à son éternel programme économique (« mettre les bras inoccupés ... »).

LA CONSTANCE DES CONVICTIONS

Thiry a alors près de septante ans, âge vénérable pour l'époque, et tous ses compagnons des combats antérieurs ont disparu : Adolphe Gierkens en juin 1904, Roch Germain en 1908, Pierre Fluche en octobre 1909. C'est une nouvelle génération qui est à la tête du mouvement ouvrier verviétois, une génération qui n'a pas connu la première Internationale : le leader syndical et futur conseiller communal socialiste à Dison Jean Roggeman est né en 1872, les deux députés socialistes verviétois Louis Pirard, futur Gouverneur de la Province de Liège, Thomas Niezette, cultivateur dolhainois, et son successeur le Disonais Jean Dauvister sont nés respectivement en 1868, 1857 et 1858. Des figures nouvelles se profilent parmi les cadres du mouvement socialiste régional : le futur permanent syndical et député-bourgmestre de Verviers Alexandre Duchesne n'a que 31 ans en 1911; le futur député-bourgmestre de Dison Jules Hoen a alors seulement 26 ans, le futur sénateur bourgmestre d'Andrimont Jean Melein en a 35 de même que le futur sénateur Léonard Ohn, natif de Hodimont.

A tous ces hommes jeunes auxquels il rend trente, quarante années ou plus, Thiry offre en 1911 l'image de la constance dans ses convictions. Il maintient plus que jamais sa thèse selon laquelle la collectivisation du sol peut résoudre la question sociale³¹. Il persiste à ne pas vouloir mêler le débat philosophique à la lutte sociale, rappelant que dans les premiers numéros du *Mirabeau* déjà, «et systématiquement, quoique n'étant pas plus croyant que maintenant, je laissais la religion de côté, jugeant comme aujourd'hui que la classe ouvrière a bien assez à s'occuper de ses intérêts matériels»³².

Il est plus que jamais conscient que l'organisation de la production économique est à la base des déficiences de la société et qu'il ne sert à rien de tenter de supprimer l'une d'elles sans s'attaquer aux racines du mal : « D'où vient cette insécurité du lendemain? Du manque de travail. Et le manque de travail? D'un vice inhérent à l'organisation sociale actuelle et ce vice est intronisé, préconisé, exhalté, programmé nécessaire sous le nom de

Struggle for life. Lutte pour la vie. Toute l'organisation est basée là-dessus, lutte partout. Et vous voulez supprimer l'une de ces contingences, la guerre, sans supprimer toutes les autres! C'est insensé. Vous ne remédieriez à rien si vous n'améliorez pas les conditions économiques: l'histoire en mains, ce sont elles qui règlent tout »³³.

Enfin et surtout, il reste comme cinquante ans auparavant tout simplement révolté par l'injustice sociale: « vous croyez que la guerre est ce qu'il y a de plus effroyable parce que l'on y tue des êtres humains. Et bien, que direz-vous de l'organisation sociale actuelle où tous, et presque sans exception, nous mourons prématurément ! Les uns mourant exténués de travail, de privations et leurs petits périssant faute de soins, les autres crevant de pléthore »³⁴.

« LE PERIL THIRYBUSE »

Si Frédéric-Joseph Thiry était ainsi resté fidèle à ses convictions de jeunesse plus de quarante ans après ses premiers écrits militants, il avait manifestement conservé aussi d'autres traits de son caractère et notamment ce qui semble être une certaine propension aux relations conflictuelles avec les « camarades » de combat. On ne s'étonnera donc pas de constater qu'après quelques mois de collaboration bénévole au journal *Le Travail*, il en fut exclu, selon lui parce que sa prose était jugée trop ardue pour le public ouvrier auquel elle s'adressait. Cette explication, réelle ou non, avait le don de mettre Thiry en colère qui estimait qu'un journal ouvrier devait avoir pour mission précisément d'instruire ses lecteurs et non de les distraire en publiant des articles choisis pour leur caractère agréable et non leurs vertus éducatrices³⁵.

Cette fois, le divorce entre Thiry et ses coreligionnaires sera retentissant puisque c'est le refus de lui laisser instruire les masses laborieuses par le canal du *Travail* qui amène Thiry à poser, seul, sa candidature aux élections législatives de mai 1914. Or, depuis 1904, la représentation verviétoise à la Chambre des députés se partageait de manière inchangée entre les trois partis : un élu pour les libéraux, deux pour les catholiques et deux pour les socialistes. Mais ces derniers s'attendaient à devoir mener une rude bataille pour conserver leur deuxième siège. C'est dire que la candidature de Thiry constituait une menace réelle pour ce second siège, si bien que peu d'observateurs la prenaient au sérieux au début de l'année, persuadés que les socialistes feraient tout pour éviter cette dissidence³⁶.

Rien n'y fit et à 71 ans, veuf et ayant perdu son fils unique, Frédéric-Joseph Thiry mena son premier combat électoral à la tête d'une liste qui ne comprenait que lui-même. Dans le courant du mois d'avril, alors que *Le Jour* publiait une photo du vétéran³⁷, celui-ci édita cinq numéros d'une petite brochure intitulée bien entendu *La Terre* et sous-titrée *Revue intermittente et programme économique de Frédéric-Joseph Thiry*. Il y raconta amplement mais de manière parfaitement décousue sa vie et ses démêlés avec les générations successives de militants socialistes, en ne manquant jamais de se placer dans la position de l'éternel incompris constamment persécuté.

Il y réexpliqua bien sûr longuement sa théorie de la collectivisation du sol, en insistant encore et encore sur le fait qu'il s'agissait du seul moyen que la masse ouvrière avait à sa disposition pour se soustraire définitivement à toutes les exploitations dont elle était victime: « donner du travail à ceux qui n'en ont pas sans en reprendre à ceux qui en ont, et ce en mettant les bras inoccupés sur les terres incultes ». Enfin et malheureusement, Thiry se déchaîna contre les mandataires du Parti ouvrier puisque, en bonne tactique électorale, c'était leur électorat que lui aussi visait. Il ne se priva pas de noircir exagérément le tableau, et la presse conservatrice ne manqua pas de publier des extraits les plus perfides de la prose du vieux dissident.

Ainsi dans le *Courrier du Soir* du 16 avril 1914, en première page parmi d'autres extraits du même tonneau, celui-ci : « aujourd'hui que nous avons enfin un morceau de droit de vote, outre qu'il y a des mandats rétribués grassement que l'on peut décrocher, il n'y a personne, parmi tous ces mangeurs de cotisations ouvrières, qui ferait un pêt prétendument en faveur des prolétaires, sans viser et parfois réussir à s'en faire payer l'odeur ».

Le journal *Le Travail* est accusé d'offrir à ses lecteurs « d'indigestes carabistouilles qui les maintiennent au niveau arriéré, faisandé, mis au point pour servir de gibier aux politiciens en chasse ». Les deux députés socialistes verviétois, Louis Pirard et Jean Dauvister, sont présentés comme « deux tirelires sans fond dans lesquelles les ouvriers font verser annuellement 8.000 francs qui ne servent à rien ni à personne d'autre qu'à ceux qui détiennent ces tirelires ». Pire encore si c'est possible, à l'adresse cette fois de Vandervelde et des autres leaders du POB en général: «vous et vos pareils, vous vous foutez de la classe ouvrière comme un cochon se fout de son auge, quand ce n'est pas pour y manger ».

On parlerait aujourd'hui pour le moins d'excès de langage, de propos polémiques et de dérives poujadistes ... Mais si la presse conservatrice en fit ses choux gras, les caricaturistes du journal satirique *Le Pont de Polleur* s'en donnèrent à cœur joie également. Il faut dire que le physique très particulier du septuagénaire s'y prêtait à merveille : Thiry s'était laissé pousser un bouc de plusieurs dizaines de centimètres ! Quant aux fameux « bras inoccupés sur les terres incultes », ils allaient devenir légendaires par la grâce du crayon des illustrateurs de l'hebdomadaire humoristique qui, pour la treizième fois depuis 1894, « couvrait » la campagne électorale verviétoise³⁸.

LE PONT DE POLLEUR ET THIRYBUSE

Les rédacteurs anonymes du *Pont de Polleur* tourneront en dérision la candidature du vieux militant socialiste, tout en ne manquant pas de relever à quel point elle effraie en fait les élus du Parti Ouvrier. Sous le titre « le péril Thirybûse », le journal satirique décrira dans un wallon savoureux l'arrivée de Thirybûse dans la campagne électorale verviétoise, déboulant au milieu des nuées sur la place principale de la cité lainière³⁹, nanti d'un physique rappelant celui du fondateur de l'Antoinisme, la nouvelle religion de l'époque⁴⁰.

« *E mitan d'cisse noulêye su t'nêve on vîx bouname qu'aveut l'air foèrt comme i faut. I ravizève ôk du les vîx patriaches dè tîmps passé. On's étinda d'on côp tote one canquêye du voès qui brèyît : - C'est l'père des doze!*

- *C'est Abraham!*

- *Nèni ! c'est l'père Antoine rincarné !*

- *Troublés! brett ôk avou one neûre calote du sôye ! C'est l'Juif errant.*

- *Tas bourdé, c'est l'basse tchantante du vins Lakmé ! li respond s'camaraude!*

I n'aveut né moyin d'saveur qui c'esteut ci bê vîx bouname-là avou s'bèle baube, qui fêve des sènnès à tot l'monde pou dire: bôdjou ! Vos m'ci!

Totes les gîns s'mêtît à gn'gnos ! Adon, l'hame qu'esteut là d'zeur è cir, les y lèya pèter so l' maquète one quanquêye du circulaîres wisse qu'on lèhéve : Mette les bras inoccupés sur les terres incultes!

- *I va fer rabaht l'boûre ! brèya on client d'margarine dà l'neûre Vièrge !*

I n'out né si vite dit coula qu'one musique qu'atchindève dè cir su fi st étinde et l'patriarche su méta st à tchater so l'air de la Juive : .

Mêtez vos pûris brèsses l'ovredje qu'est à fer!

Mais, d'vent, fez-ce on bê gèsse ! Nomez-me vosse député ! ...

- *C'est l'Thirybûse ! C'est l'Thirybûse ! breytt d'on plein côp tos les socialisses qu'estît là ! C'est lu qui nos va st apwèrter l'malheur aux élections ! C'est lu qui va v'ni mète lu disôr duvins nos rangs! »*

Dans une autre veine, exploitant une ressemblance physique entre le vieux Thiry et le fondateur de la religion antoiniste récemment décédé, les rédacteurs du *Pont de Polleur* conseillent au vieux militant socialiste, s'il souhaite faire parler de lui, de plutôt fonder une religion nouvelle :

« *Anoste idêye, Thirybûse, a st-oyou grand toert du s'mêler d'politique! Pusqu'i volève absolument qu'on paurlahe du lu tos costés, pusqu'i volève quu s'no fouhe duspardou aux quate cwennes dè Pays, i-eureut bêcop mî fait, è l'plèce du fer dè l'politique, du fonder one nouvelle ruligion !*

Avou one parêye baube !...I-aveu moyin de fer des mêyes et des ramêyes d'adeptes s'on rin dè monde du tîmps!

Le Thirysme ! aureut fait one terrible concurrence à l'Antoinisme qui c'mince à fer aes bellès affaires, perelt-i ! ...

C'est la foi qui sauve ! I n'è l'faut nin rouvî, et, djè l'rêpète, avou one si belle tiêsse, avou one si grande baube, iaureut

st oyou bé pus eunî du r'wèrt quéque ôk 'qu'event ma zu s'tiêsse, tot li d'hant « Vos n'avez pu mau ! » quu d'gagnî one électeur tot li d'hant : « Votez por mi ! ... ».

Camarôde Thirybûse vos avez toert du voleur vu fer nommer député tot volant obligi les autes à z'ovrer ! ... Vos auriz d'vout pinser à coula, i-e céquante ans d'vola, quend vosse baube esteut pus p'tite et vos bress pus gros ! ... Adon, on v's aureut sûhou ».

Vint le jour du scrutin. Frédéric-Joseph Thiry mérita largement le surnom dont l'avait affublé le *Pont de Polleur* dès le début de la campagne électorale puisqu'il ne récolta que 622 voix. Les socialistes étaient parvenus à sauver leur deuxième siège avec plus de 21.000 voix, les catholiques avec 28.000 voix conservaient bien entendu leurs deux élus (les députés Davignon et Bordoux) et les libéraux avec 16.000 voix maintenaient le siège de député occupé depuis 1900 par le vieux bourgmestre de Verviers Eugène Mulendorff, alors âgé exactement de 80 printemps.

Hélas pour lui, Frédéric-Joseph Thiry eut encore bien des années pour méditer sur l'ingratitude de la classe ouvrière puisqu'il s'éteignit seulement, dans la plus totale discrétion semble-t-il, le 15 octobre 1923 à l'âge de 80 ans. Le journal *Le Travail* avait la dent dure ou au contraire la mémoire courte, car il ne lui consacra pas davantage que les trois lignes de l'état-civil de Verviers parues dans l'édition du 23 octobre.

Outre le fait d'avoir rappelé les origines d'un sobriquet local apparemment tombé en totale désuétude, cet article aura peut-être eu le mérite d'empêcher que ne s'efface, septante ans après sa mort, le souvenir d'un Disonais qui pourrait rester dans les mémoires comme un des tout premiers initiateurs et animateurs du mouvement ouvrier verviétois.

La suite de sa vie épousa en partie et par intermittence l'évolution de ce même mouvement ouvrier régional durant près d'un demi-siècle, avec une constance remarquable dans les convictions, dans l'indépendance d'esprit et même dans la dissidence, constance qui devrait, me semble-t-il, rendre le personnage attachant.

(1) Né le 20 janvier 1894, il mourut célibataire le 18 octobre 1971 à la maison de retraite d'Andrimont. Sa soeur aînée, Guillemine, née le 28 septembre 1891 et décédée le 9 octobre 1952, avait épousé le 4 novembre 1919 mon grand-père Luc Joris. Deux enfants étaient nés de ce mariage: Joseph Joris, mon parrain, né en 1921, et mon père, né en 1925, qu'un officier d'Etat civil peu au fait de la graphie anglaise du diminutif de Frédéric prénomma pour la vie ... Fredi - erreur que mon géniteur s'empressa de corriger sur mon compte trente ans plus tard, à ma naissance.

- (2) Mon arrière-grand-père Frédéric Krauhausen était né le 4 juillet 1854 à Pannesheide, dans l'arrondissement d'Aix-la-Chapelle (alors en Prusse rhénane), et il mourut le 25 octobre 1930 à Thimister.
- (3) Lambertaine Lecloux était décédée à l'âge de 38 ans le 26 juillet 1899 en accouchant d'un garçon présenté sans vie.
- (4) JORIS, F., *La presse verviétoise de 1850 à 1914*, Louvain-Paris, Cahier n° 92 du Centre interuniversitaire d'Histoire Contemporaine (CIHC), 1982, 546 pages.
- (5) WAUTERS, H., *Dokumenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging teen tijde van de eerste Internationaale 1866-1880*, Louvain-Paris, 1971, T. 1, p. 306.
- (6) Nous résumons ici la brochure de Thiry d'après l'ouvrage de J. WYNANTS, *Ainsi naquit une industrie*, Verviers, 1984, p. 120-121.
- (7) Correspondance de César de Paepe avec Johan-Philippe Becker (animateur de la section de Genève de l'A.I.T.), juin à août 1868, in DEVREESE, D.E., *Documents relatifs aux militants belges de l'Association Internationale des Travailleurs*, Louvain-Paris, 1986, p. 47, 63 et 70.
- (8) Lettre de Thiry en réponse à une critique de sa brochure parue dans *L'Ami du Foyer*, numéro du 10-11-1867, p. 2, col. 2
- (9) Thiry, J. *La terre*, Verviers, 1914, p. 17.
- (10) *Idem*, p. 20-21.
- (11) *Idem*, p. 14 et 18.
- (12) *Idem*, p. 23.
- (13) *Idem*, p. 18-19; *Le prolétaire*, n° 3 du 19-9-1869, p. 4, col. 3.
- (14) WYNANTS, J., *op. cit.*, p. 125
- (15) *L'Ami du Foyer*, n° s du 14-3-1869 au 16-5-1869, p. 2 chaque fois.
- (16) *Le Martinet*, numéro du 4-4-1869, p. 2, col. 1.
- (17) THIRY, F.J., *La terre*, p. 28.
- (18) Roch Germay fut durant toute sa carrière de militant ouvrier un des bras droits du leader du mouvement ouvrier verviétois Pierre Fluche et il a laissé de ce dernier un portrait peint pour les locaux de la Maison du Peuple en 1895.
- (19) A la fin du XIXe siècle, les frères Jean et Guillaume Davister (ce dernier, bouquiniste rue du Marteau, avait repris la bouquinerie d'un militant anarchiste verviétois qui avait émigré en Argentine : Emile Piette, ancien collaborateur du *Mirabeau*) figurent parmi les militants anarchistes de la région verviétoise. Ils sont cités comme tels dans un relevé des militants anarchistes de la province de Liège établi en 1892 par la police pour l'ensemble de la province; cette liste comprend soixante noms dont une quinzaine de militants habitant Verviers et alentours parmi lesquels les frères Davister. On sait que la bouquinerie Davister subsista au début de la rue du Marteau jusqu'à la destruction de la quasi-totalité de cette artère dans les années 1970.
- (20) *Le Prolétaire*, n° du 29-5-1870, p. 1 et 2.
- (21) Ce document tout à fait exceptionnel est conservé aux Archives de la Préfecture de police de Paris. Il renseigne sur 382 personnes de Verviers et des localités de Hodimont, Ensival, Andrimont, Dison, Wegnez, Cornesse et Pepinster. Il fournit pour chaque militant cité des renseignements très détaillés : date et lieu de naissance, nom de l'épouse et éventuellement nombre d'enfants, condamnations diverses, etc.
- (22) THIRY, F.J., *La terre*, p. 17. La salle du Colisée occupait probablement l'emplacement de la cour pavée qui se trouve depuis des décennies entre le bas de la rue du Châtelet et le n° 118 de la rue des Six cents Franchimontois, comme en témoigne un mur qui apparaît sur une carte postale publiée dans le petit volume *Dison-Andrimont en cartes postales anciennes*. Cette cour, propriété de la fabrique d'église, a servi durant des années d'entrepôt pour des marchandises et des véhicules du grossiste en alimentation générale Madame Henoumont, ma grand-mère maternelle, qui habite encore aujourd'hui cette maison du 118, rue Six cents, où j'ai moi-même vécu 22 ans. A en croire à la fois Paul LEON (*Dictionnaire des rues de Dison-Andrimont*, Dison, Lelotte, 1986, p. 165-166) et le pavement très particulier d'une pièce située immédiatement à l'arrière de cette même maison, je suis tenté de penser que cette pièce fut en mars 1872 la première église St-Roch, « simple chapelle dans une maison de la rue des Six-cents, (remplacée) par un autre local plus accueillant mais encore assez modeste » qui serait la salle du Colisée.
- (23) *Bulletin des Capacitaires et des Censitaires*, numéro du 19-4-1890, p. 4, col 2. Pour l'histoire de la Fédération socialiste verviétoise, nous renvoyons à la synthèse de J.J. MESSIAEN et A. MUSICK, Bruxelles, 1985.
- (24) *L'Alerte*, numéro unique d'octobre 1890.
- (25) *La Libre Tribune*, n° s des 2-7, 16-7 et 6-8-1892, chaque fois p. 1.
- (26) Roch Germay était peintre et non plus ouvrier; Adolphe Gierkens, tenancier de bistrot, était membre du Conseil des Prud'hommes; Thiry, ancien tisserand, était devenu fabricant; quant à Fluche, il avait été boycotté de toutes les usines de la région verviétoise à l'époque de la Première Internationale et il avait dû s'établir comme tenancier de bistrot pour pouvoir survivre. Dans son cas et celui de Gierkens, la création d'une coopérative ayant notamment pour objet la mise à disposition d'un local pour les réunions des groupes socialistes le lésait directement, puisque traditionnellement les réunions de ce genre étaient organisées dans les arrières salles de café avec un bénéfice indéniable, fut-il modeste, pour le tenancier de la salle.
- (27) Victor Dave (Alost, 1847-Paris, 1922), milita dans la Première Internationale de manière très active à Bruxelles puis à Verviers qu'il quitta probablement fin 1873, après son exclusion des Francs-Ouvriers. Une partie de sa correspondance avec Pierre Fluche (16 lettres de Fluche à Dave de 1874 à 1906) se trouve à l'Institut International d'Histoire Sociale de La Haye, notamment la lettre (inédite comme toutes les autres lettres de Fluche) dont nous citons aujourd'hui des extraits.
- (28) *La Défense*, n° 1, 1895 (le second numéro n'a pas été retrouvé).
- (29) Comme en témoigne l'anecdote que raconte Thiry dans *La Terre*, p. 30-31 : à l'occasion d'un meeting donné par l'Abbé Daens à la salle du Manège à Verviers, Thiry aurait été menacé par un groupe d'ouvriers verviétois alors qu'il se trouvait avec Fluche dans le café de Gierkens et c'est Fluche qui avait calmé les assaillants en déclarant « vous n'êtes qu'un tas d'imbéciles, incapables de comprendre Thiry de qui vous n'êtes même pas dignes de dénouer les cordons des souliers » (sic).
- (30) Sur l'histoire syndicale verviétoise, nous nous permettons de renvoyer à notre *Histoire des Métallurgistes verviétois*, Liège, Fondation André Renard, 1982, 242 p.
- (31) *Le Travail*, 25-3-1911, p. 1, notamment.
- (32) *Idem*.
- (33) *Le Travail*, numéro du 4-2-1911, p. 1, dans un article consacré au pacifisme.
- (34) *Idem*.
- (35) THIRY, F.J., *La Terre*, p. 12 et 13.
- (36) *Le Jour*, 26-1-1914, p. 2, col. 3; *Le Courrier du Soir*, 1-2-1914, p. 1, col. 1.
- (37) *Le Jour*, 4-1914, p. 5.
- (38) *Le Pont de Polleur*, 13e année, n° s 5, 7 et 8 des 2, 16 et 23 mai 1914,
- (39) Nous espérons qu'il se trouvera suffisamment de lecteurs en l'an de grâce 1994 pour encore apprécier à 80 années de

distance la prose humoristique en wallon verviétois des rédacteurs du *Pont de Polleur*.

(40) Le Liégeois Louis Antoine (1846-1912) dit " le Père Antoine ", après avoir pratiqué à Jemeppe le spiritisme et l'art de guérir, avait créé en 1906 une religion nouvelle, l'Antoinisme. Son succès fut considérable dans toutes les couches populaires des agglomérations liégeoise et verviétoise, où il existe encore aujourd'hui un temple Antoiniste au sommet des escaliers des Hautes Mezelles. Il avait été inauguré en 1914, peu après un autre ouvert à Stembert dans la campagne de Bronde (LÉON, P., *Dictionnaire des rues de Verviers*, t. 1, 1976, p. 157-158).